

CIBLE

Limites

A lors que les empires tendent à l'expansion infinie, les nations se tournent plus volontiers vers l'intérieur d'elles-mêmes, dès lors qu'elles parviennent à fixer clairement leurs frontières.

La nation française les a trouvées depuis longtemps, et sait qu'au-delà de celles-ci il n'y a qu'aventures vaines et périlleuses pour sa propre existence. Beaucoup plus récente que la nôtre, la nation allemande en voie d'unification doit à son tour s'inscrire clairement dans l'espace européen, et s'assigner des limites à ne plus dépasser. Tâche difficile, assurément douloureuse, devant laquelle le chancelier Kohl a trop longtemps renâclé.

En reconnaissant enfin l'inviolabilité de la frontière occidentale de la Pologne, le chancelier ouest-allemand commence à dissiper le malaise qu'il a lui-même créé. Il le serait complètement si, comme le proposent les sociaux-démocrates, le peuple allemand peut approuver par referendum son unification et les limites géographiques dans lesquelles elle s'inscrit.

Yougoslavie

Un roi pour la démocratie



Campagne

**Le vote
des immigrés**

(p. 2)

Enigme

**Le mystère
Gorbatchev**

(p. 9)

M 2242 - 533 - 13,00 F



3792242013005 05330

J'y suis, j'y vote

Les étrangers qui vivent aujourd'hui en France ne sont pas des travailleurs de passage. Ils sont établis depuis plus de dix ans, pour 80% d'entre eux; leurs familles les y ont souvent rejoints, leurs enfants naissent dans ce pays. Comme les autres habitants, ils payent leurs cotisations sociales, leurs impôts, en particulier les impôts locaux. Or, un citoyen, c'est d'abord celui qui vit dans la cité, qui y réside et contribue à ses activités. Pourtant, en 1990, les résidents étrangers n'ont toujours pas droit de cité. Ils restent exclus de toute participation aux choix démocratiques. Le droit de vote reste réservé aux seuls Français.

Une idée qui fait son chemin

Il y a vingt ans, la participation des travailleurs dans l'entreprise était encore considérée comme un droit qu'il était impensable d'accorder aux étrangers. Pourtant, les immigrés sont progressivement devenus électeurs et éligibles dans les mêmes conditions que les Français, qu'il s'agisse de désigner les délégués du personnel ou les membres du comité d'entreprise.

Plus de cent associations très diverses, dont la N.A.R., ont décidé d'engager une campagne commune pour le droit de vote aux élections locales de tous les résidents étrangers. Elles s'appuient sur les constatations suivantes.

Dans d'autres domaines de la vie sociale, le droit de participer aux décisions a été peu à peu reconnu aux étrangers à égalité avec les autres usagers des services publics: caisses de sécurité sociale, offices publics HLM, universités, lycées, collèges, écoles...

Ainsi, ce qui paraissait inconcevable naguère semble aujourd'hui tout naturel. La citoyenneté sociale des étrangers a fait du chemin. Mais elle s'arrête à la porte de la mairie. C'est cette nouvelle étape qui doit être franchie aujourd'hui, celle d'une citoyenneté fondée sur la résidence.

C'est en effet au niveau local, dans la commune ou le département, que se prennent beaucoup de décisions qui concernent la vie quotidienne de la population. Le logement, l'école, les équipements collectifs: autant de problèmes concrets, partagés par tous les habitants, quelle que soit leur nationalité. C'est d'ailleurs autour de ces questions que de nombreuses associations, où se retrouvent Français et étran-

gers, souvent animées par des jeunes, réinventent quotidiennement la citoyenneté, en agissant au niveau du quartier ou de la ville. De cette communauté d'intérêts entre les résidents découle une exigence démocratique: le droit pour chacun de participer à l'élaboration des décisions qui le concernent. Cela signifie concrètement que soient reconnu aux étrangers, comme aux autres résidents, le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales.

Un besoin de démocratie

Certaines municipalités ont décidé de répondre à ce besoin de démocratie. A Mons-en-Barœul en 1985, à Amiens en 1987, à Cerizay en 1989, les étrangers ont voté pour élire des représentants associés au conseil municipal. Ces initiatives ont montré qu'il était possible de faire progresser la participation des immigrés à la démocratie locale. Mais elles ne porteront leurs fruits que si elles sont

rapidement étendues à beaucoup d'autres communes, afin d'accélérer l'obtention du droit de vote des étrangers aux élections locales.

La pression de l'extrême-droite, en France et en Europe, sur le thème de l'immigration, montre l'urgence d'une réponse en termes de citoyenneté, d'une initiative en faveur de l'égalité. En effet, le racisme et la xénophobie tirent beaucoup de leur force de cette infériorité de statut qui maintient les résidents étrangers en marge de la démocratie.

D'ores et déjà, le Parlement européen s'est prononcé pour que ce droit de vote soit reconnu aux étrangers originaires de la CEE. Mais pourquoi réserver ce droit à ces seuls Européens? Rien ne justifie que ce qui sera reconnu aux Portugais ou aux Espagnols soit refusé aux Algériens ou aux Yougoslaves ou aux Suisses.

Le droit de vote des étrangers aux élections locales est déjà reconnu dans six pays européens sans aucune restriction de nationalité: l'Irlande, la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et dans deux cantons suisses.

La France a donc aujourd'hui un retard à rattraper.

□

royaliste ♦

SOMMAIRE: p. 2: J'y suis, j'y vote - p. 3: Un décret malentendu - Volvaut - p. 4: Réforme périlleuse - Les paradoxes du patronat - p. 5: L'Afrique du Sud est nue - 6-7: Espoir pour la Yougoslavie - p. 8: Dialogue avec Poliakov - Modernité-monde - p. 9: Le mystère Gorbatchev - p. 10: Poètes disparus - le serpent de mer - p. 11: Action royaliste - p. 12: Editorial: La France devant l'histoire.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57

Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Tollé

Un décret malentendu

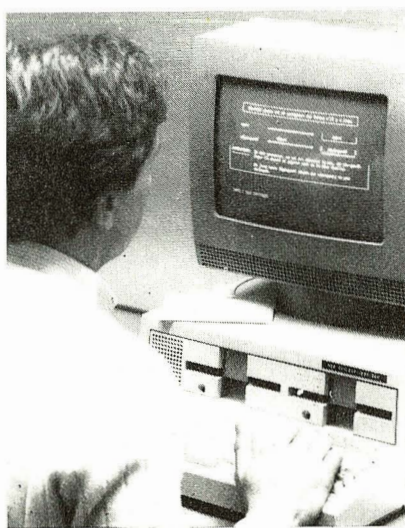
Le retrait précipité du décret sur les fichiers informatisés des Renseignements généraux laisse subsister un léger malaise.

Michel Rocard n'a pas perdu de temps: publié le 1er mars, le décret autorisant les Renseignements généraux à mettre en fiches informatiques des données sur les opinions politiques et religieuses, ainsi que sur l'origine ethnique des citoyens a été retiré le 3 mars.

La Commission informatique et libertés a eu beau souligner que cette mise en fiche avait été contrôlée et demeurerait contrôlable, la levée de boucliers a été presque générale: de Simone Veil dénonçant «une démarche de caractère raciste» au porte-parole du Parti socialiste, de Charles Pasqua qui évoquait Vichy, à SOS Racisme et à la Ligue des Droits de l'Homme, la protestation a été rapide et massive. A tel point le Premier ministre ne trouvait de soutiens que chez Robert Pandraud et Jean-Marie Le Pen, ce qui ne pouvait manquer de l'inquiéter...

D'où la décision presque immédiate d'annuler un texte générateur d'une angoisse légitime et qui aurait exposé le gouvernement à une vive réaction civique. Il reste que ce «malentendu» entre l'opinion et le pouvoir aurait pu être évité si Matignon avait pris soin de consulter, outre la Commission Informatique et Libertés, les organisations de défense des droits de l'homme. De la part de ceux qui se disent attentifs à la société civile, le réflexe aurait dû être immédiat.

Demeure aussi un léger malaise quant aux motifs du retrait. Le caractère dangereux du texte est-il soudain apparu au Premier ministre ? La réaction de personnalités de droite et de



gauche et des associations a-t-elle été décisive ? Ou bien, comme de mauvais esprits le suggèrent, la proximité du congrès socialiste de Rennes et la bataille des motions a-t-elle été un facteur déterminant ou, du moins, non négligeable ? Un léger trouble demeure donc quant à la décision de Michel Rocard: le Premier ministre a-t-il fait preuve de lucidité, ou bien a-t-il adopté, comme souvent, un profil bas ? A-t-il eu la force de reconnaître une erreur, ou la faiblesse de céder devant l'opinion ? Est-ce le Premier ministre qui a décidé, ou le chef de file d'un courant socialiste ? Petit malaise, qui ne doit pas faire oublier le vrai scandale: dans les textes réglementaires et dans les commentaires de presse, on recommence à parler de race comme s'il s'agissait d'un concept scientifiquement établi...

Y. LANDEVENEC

Mariage

Volvault

L'alliance conclue entre les groupes automobiles Renault et Volvo, après plus d'un an de discussion, semble prometteuse.

Cet accord franco-suédois est l'illustration du mouvement de concentration et de mondialisation qui s'opère dans l'automobile. Avec 254 milliards de francs de chiffre d'affaires, l'ensemble Renault-Volvo donne naissance au leader mondial du poids lourd et au troisième constructeur mondial d'automobiles.

Financièrement, Renault acquiert 25% de Volvo Car et 45% de Volvo Trucks (camions) tandis que Volvo prend une participation de 20% dans Renault et de 45% dans RVI (camions). L'opération permettrait à Renault de récupérer 5 milliards de francs de fonds propres. Ceux-ci seront précieux au cas où la commission de Bruxelles n'avaliserait pas la reprise à son compte par l'Etat français des 12 milliards de dettes de la Régie nationale. (La commission doit d'ailleurs également examiner la validité de l'accord Volvo-Renault au regard de la réglementation communautaire en matière de concurrence).

L'intérêt principal de l'accord est de permettre à Renault de ne pas passer sous les fourches caudines d'un japonais et à Volvo d'obtenir la «nationalité européenne» qui lui faisait défaut. Ce sursaut européen était nécessaire car c'est sur le marché européen que va se dérouler la lutte pour le leadership mondial de l'industrie automobile.

Plus classiquement, l'accord Renault-Volvo doit permettre des économies d'échelle tant au niveau de la production que du réseau commercial. Volvo ouvrira à nouveau le marché nord-américain à Renault, qui de son côté offrira à Volvo une meilleure

implantation européenne. Des synergies seront rapidement envisageables dans le domaine du poids lourd où les marques opèrent dans les mêmes créneaux. Dans le domaine automobile, Volvo permettra à Renault d'être plus présent sur le marché haut de gamme.

Cet accord est loin d'être sans incidence politique puisque Renault devrait passer du statut de Régie à celui de société anonyme... Le PCF et la CGT protestent ! Leur fait écho les grognements de quelque ultra-libéral britannique. Roger Fauroux s'emploie à calmer les ardeurs d'éventuels défenseurs acharnés du «ni-ni» comme des eurocrates en déclarant qu'une conciliation est possible... Pour notre part nous ne pouvons que saluer le fait que ceux qui prennent les décisions semblent s'être affranchis des idéologies pour pratiquer enfin un pragmatisme de bon aloi.

Une nouvelle ère de privatisations partielles (40% environ) pourrait s'ouvrir, dit-on, dans le but de permettre à des entreprises nationalisées de s'allier avec des partenaires de taille. Nous ne nous en choquons pas non plus, sans pour autant cesser d'affirmer qu'il est des cas où l'existence d'entreprises nationalisées s'impose...

Dernière considération optimiste: cette opération fait accéder le patron de Renault au rang de véritable stratège. Il a prouvé que les Européens peuvent s'entendre face à la menace japonaise, mais aussi que «l'hégémonie allemande» peut être entamée. Longue vie à Volvault !

Frédéric PIERRE

Instit'

Réforme périlleuse

La communale de Jules Ferry semble avoir vécu; la réorganisation de l'école primaire va-t-elle réellement s'engager comme le souhaite Lionel Jospin, ou rejoindre le tiroir aux réformes ?



Introduire plus de souplesse dans l'école primaire en accordant davantage d'attention à l'évolution de chaque enfant et en aménageant les rythmes scolaires, inciter les instituteurs à travailler ensemble, c'est l'ambitieux mais nécessaire projet du ministre de l'Education Nationale. Cette rénovation tant souhaitée par les parents et les enseignants ne semble pas, toutefois, provoquer un enthousiasme général.

Le ministre devra développer de nombreux arguments pour convaincre les instituteurs de modifier leurs habitudes pédagogiques après une revalorisation financière insuffisante et de nouvelles suppressions de postes. L'augmentation des effectifs par classe n'est certes pas un encouragement à travailler autrement ni un remède à l'échec scolaire. Lionel Jospin le reconnaît, les moyens financiers restent le vrai problème.

Le projet de rendre les écoles primaires plus responsables, dynamiques, ouvertes aux autres partenaires locaux risque de s'opposer aux exigences de l'Administration autoritaire et paralysante. A l'écoute des parents d'élèves et des secteurs

associatifs, soumis à la hiérarchie de l'Education Nationale, dépendants des municipalités pour les crédits de fonctionnement, les directeurs d'école, sans réels pouvoirs de décision, craignent d'être exposés à des pressions contradictoires. Sans autonomie financière ni pédagogique (les corps d'inspection restent les seuls juges), en liberté surveillée, guidée (tout projet doit être contrôlé et agréé par la hiérarchie), l'Ecole primaire risque de devenir un terrain de conflits d'autant plus insolubles que le libre choix de l'établissement n'est toujours pas accordé aux parents.

Il serait néfaste pour l'avenir de l'Ecole publique que soit manqué un rendez-vous avec des enseignants attachés à leur métier, des collectivités locales conscientes de leurs obligations et des parents encore confiants en l'institution, à cause de l'archaïsme de l'Administration et de l'insuffisance des moyens financiers. Il y a vingt ans, Edgar Faure, ministre de l'Education Nationale, décidait de s'attaquer aux rythmes scolaires... réforme à suivre...

Christian JEANDEL

Commerce

Les paradoxes du patronat

Chantre de l'idéologie du marché, le patronat français exige le soutien constant et inconditionnel de l'Etat. La contradiction n'est pas mineure.

Le déficit de notre commerce extérieur (47,3 milliards de francs) est d'autant plus inquiétant qu'il traduit une dégradation croissante de nos échanges industriels. Commentant ces mauvais résultats, le président de la République a observé, lors du conseil des ministres du 7 février, que « si de nombreux industriels de grandes industries et de petites entreprises ont fait des efforts très louables à l'exportation, une majorité manque d'audace et d'imagination pour aller à l'assaut des marchés extérieurs ».

Fort vexé par ces propos, le président du CNPF a accusé François Mitterrand de discréditer les entreprises, et de les accabler injustement puisque celles-ci n'auraient pas les moyens de leur politique d'exportation. Ainsi, M. Périgot demande à l'Etat d'intervenir et de laisser faire, de subventionner et de se taire, de faire une politique en tous points favorable aux intérêts du patronat et de fermer les yeux sur la façon dont ces intérêts sont conçus. Cette réaction n'est pas très différente de celle de certains chefs de partis, par exemple Georges Marchais, qui voient dans toute critique un acte de malveillance, dans tout constat de crise ou de carence la « preuve » d'un complot. Paranoïa banale, qui garantit le confort intellectuel et la routine puisque ce sont toujours les

« autres » qui supportent la responsabilité de l'erreur ou le poids de la faute.

La protestation du président du CNPF est d'autant moins fondée que l'Etat se tient exactement dans le rôle qui est le sien dans le domaine des relations économiques extérieures: par son action diplomatique, il favorise l'ouverture de nouveaux marchés (aujourd'hui à l'Est), par ses représentations commerciales il permet que les marchés soient connus et que les exportateurs soient accueillis et guidés, par ses crédits à l'exportation il assure un soutien direct* et matériel aux entreprises qui acceptent de se lancer dans l'aventure. Ensuite, l'entreprise a toute liberté pour mettre en pratique ces vertus d'initiative, d'intelligence du terrain, de dynamisme commercial qui sont célébrées par le patronat.

Or trop d'entreprises tardent à saisir les chances qui s'offrent à l'Est, se contentent trop souvent d'exporter des surplus, se désintéressent de l'exportation quand la demande intérieure est suffisante, et sont plus soucieuses de profits financiers que d'action économique. M. Périgot devrait s'en aviser, plutôt que de se lamenter.

Sylvie FERNOY

* Même s'il est vrai que lorsqu'il s'agit de subventions à proprement parler, la machine administrative grippe sérieusement...

**«Les enfants de Kropotkine»
enfin paru !**

Voir page 11

L'Afrique du Sud est nue

Un mur est tombé au pays de l'Apartheid. Mais alors qu'en Europe les problèmes de minorités renaissent, en Afrique du Sud on s'oriente dans la direction opposée: les idées de partition territoriale entre «nations» (afrikaner, zouloue, xhosa, sotho et autres bantoustans) ont fait long feu. La notion de groupe ethnique n'est plus guère défendue. Les constructions compliquées de confédération entre un Parlement tricaméral (blancs, métis, indiens), bantoustans et noirs urbains s'effondrent comme des châteaux de cartes. Les tenants du réduit blanc sont rejetés dans l'opposition comme ceux de la «conscience noire». 70% des blancs, et peut-être 70% des noirs sont pour un avenir multiracial mais les motivations sont opposées.

Les noirs, parce qu'ils ont déjà gagné et qu'ils peuvent se montrer grands seigneurs. A l'anarchie violente des townships désespérés, est en train de succéder - à l'appel d'un homme providentiel, Mandela - une force constituée, ordonnée. Au vide politique, occupé *in absentia* par le pouvoir moral des religieux (Tutu, Boesak) et la succession éphémère des meneurs de révoltes scolaires, se substitue une direction responsable, appuyée sur la nouvelle réalité d'une force syndicale (un nom à retenir: Cyril Ramaphosa, 36 ans, à la tête du syndicat national des mineurs).

Pourquoi les syndicats ? Parce que les déguisements de l'Apartheid une fois tombés, l'Afrique du Sud est nue («*Je la veux nue*», disait de Gaulle de l'Angleterre). Nue, l'Afrique-du-Sud est un pays occidental développé, non pas une minorité privilégiée de colons comme en Rhodésie ou en Namibie, mais un système économique complet, qui est et restera un

Nous sommes concernés par ce qui se passe en Afrique du Sud, mais nous avons fait trop peu par le passé pour que ce que nous changerions aujourd'hui influe sur le cours des événements, pas même notre conscience, car le problème n'est plus désormais un problème de conscience, bonne ou mauvaise.



■ Johannesburg : le centre ville.

des pôles de l'économie internationale. Les capitalistes anglophones l'ont toujours su mais ils n'étaient pas en mesure de faire évoluer la structure politique. Le système Botha a été jusqu'au bout dans la voie opposée, croyant ne pouvoir être réformiste qu'à la condition de concentrer tous les pouvoirs, impliquant l'autarcie, l'économie dirigée, la nationalisation de tous les grands secteurs. De Klerk a renversé la vapeur, non pas tant sous le coup des sanctions (les filiales étrangères ont été rachetées localement avec les mêmes licences), plus en fonction des banquiers qui se soucient comme d'une guigne des sanctions mais pas de leurs arrières, des taux d'intérêt et de

la capitalisation boursière (qui tiennent à la conjoncture mondiale: cours de l'or), mais surtout parce que la perspective d'une majorité noire advenant dans une économie aussi centralisée était suicidaire.

De Klerk n'a pu aller à la négociation qu'à la condition de dissoudre le complexe militaro-sécuritaire de Botha, de privatiser à tour de bras (déjà Sidérurgie et Transports), et pratiquement d'enterrer les structures de la domination blanche, à savoir les rendre souterraines, clandestines. Seule possibilité de survie en régime majoritaire: le réseau. D'où la résurgence de la «fraternité» (Broederbond) paradoxalement écartée du Parti

National renoué de Botha et qui revient aux rênes, tant au PN renoué qu'au parti démocrate unissant les ex-opposants libéraux (avec le propre frère de De Klerk): les Lumières par la franc-maçonnerie afrikaner.

On voit donc le pragmatisme gagner chez les noirs non pas contre l'ANC, comme le prévoyaient nos bons esprits, mais par l'ANC légitimé et légalisé, et chez les blancs non pas grâce à l'affirmation d'un régime présidentiel fort mais par l'atomisation du pouvoir, la main invisible ici bel et bien incarnée.

L'arc est ainsi tendu à l'extrême, à se rompre. Par trop de sophistication côté blanc. Les multinationales, grâce à leur diversification, peuvent supporter le choc d'une nationalisation des mines. Les secteurs de pointe sont intouchables. Mais il y a une afrikanerdom archaïque, rurale, menacée par la redistribution des terres. Une Afrique du Sud à deux vitesses, non plus noire-blanche, mais traditionnelle-avancée, avec les contraintes budgétaires, fiscales, monétaires, nécessaires pour supporter les coûts sociaux de l'intégration. Cette économie sur-développée ne se compare pas à la Perestroïka mais plutôt à l'effort de la RFA pour mettre au niveau la RDA, les Etats-Unis le Mexique, la France le Maghreb, confrontés à une immigration analogue (pour les deux derniers) en termes démographiques à venir. Côté noir, à se rompre par trop de personnalisation: et si Mandela venait à disparaître avant d'avoir accouché la «grande nation» ?

Rien n'est joué si le terrain est déblayé: le jeu n'est plus dans les armes ni à l'extérieur, mais entre le pouvoir noir et le marché.

Yves LA MARCK

Espoir pour la Yougoslavie

● Stéphane Bern: Etes-vous un « roi sans royaume » ?

Alexandre de Yougoslavie: Je ne me considère pas encore comme un roi, mais comme le prince héritier, avec l'espoir qu'un jour mon pays redeviendra un royaume. Avec un roi, qui au-dessus de la politique, puisse unifier le pays, et être en contact avec tous les partis politiques, défendre les droits de l'homme, protéger les différentes religions. Aujourd'hui les nouveaux hommes politiques qui émergent sont des gens courageux, qui ont combattu pour les droits de l'homme pendant des années terribles, mais ils sont plutôt des écrivains, des poètes, des savants, et malheureusement, ils n'ont pas beaucoup d'expérience en politique. Cela prendra un peu de temps avant que les nouveaux hommes politiques aient bien la situation en mains. Alors, je crois que la présence d'un roi peut être très positive comme on l'a vu en Espagne, en 1975. Au sortir d'une dictature, le roi Juan-Carlos a réussi à établir une démocratie viable, forte et solide. Aujourd'hui, l'Espagne est dans le marché commun, la situation économique et politique est bonne. Un roi peut jouer un rôle essentiel dans une transition pacifique d'une dictature de n'importe quel type vers la démocratie.

● S.B.: Que signifie, à l'aube du troisième millénaire, être « chef de la Maison royale de Yougoslavie » ?

A.Y.: Cela a beaucoup de sens. Premièrement, ma famille vient du pays. Ses racines sont intégrées au pays et il y a une tradition immense en faveur de la monarchie. La monarchie a toujours existé dans notre partie du monde jusqu'à ce que les communistes prennent le pouvoir. Bien sûr, cela dépend de la

personnalité du monarque, de ses qualités intellectuelles et humaines, mais on a les moyens de rectifier ces aléas de nos jours grâce au système de la monarchie constitutionnelle. Si on compare un roi et un président de la République: le roi peut être impartial en politique tandis que le président, quelles que soient ses qualités personnelles, a accédé au pouvoir à travers un parti politique et cela lui est beaucoup plus difficile. Le roi est indépendant par naissance et par vocation.

● S.B.: Votre père a souffert de la condition d'exilé. Il a eu des difficultés financières, familiales et autres. Comment avez-vous vécu cela et comment regardez-vous ce passé ?

A.Y.: Mon père a beaucoup souffert de l'abandon par les Alliés à la fin de la Deuxième guerre mondiale. Ensuite, mon père a souffert d'être entouré d'émigrés qui vivaient dans le passé, qui n'avaient pas évolué avec le reste de l'Europe, qui ne comprenait pas, par exemple, ce qu'allait être le Marché commun. Mais mon père a toujours cru que la Yougoslavie deviendrait une démocratie et m'a transmis cet espoir.

Pour ma part j'ai décidé de tabler sur les Yougoslaves résidant dans le pays plus que sur les réfugiés et émigrés pourtant si nombreux. Ce sont ceux qui sont sur place qui peuvent faire de leur pays une démocratie et c'est d'abord pour eux que je veux incarner l'espoir de la liberté et du développement.

● S.B.: Mais êtes-vous connu en Yougoslavie ?

A.Y.: Tout a changé il y a dix-huit mois. Avant je n'étais connu que par le bouche-à-oreille, les seules photos qui circulaient l'étaient sous le manteau. Le changement est venu par une interview publiée par une revue slovène, *Mladina*.



Alexandre de

Le prince héritier Alexandre de la monarchie a été abolié par Tito, le roi Pierre II qui avait succédé à l'assassiné à Marseille en 1934, avait de son cousin, le prince Paul, qui avec Hitler. La riposte allemande a été le 6 avril et le roi contraint à l'exil.

C'est de Londres, auprès des chanceries, que Pierre anima la résistance à l'occupation. Le général Mihailovitch, les Cetniks, le groupe de la répression nazie, de Croatie et des combats meurtriers de Tito. Sur la foi de rapports établis par les Britanniques - infiltrés par des élites d'Oxford et de Cambridge - Mihailovitch et forcer la main du roi avec Tito. « Jouez le jeu avec le roi », avait conseillé Staline à Tito. Pierre II fut joué, et la main de fer tombait sur les résistants royalistes. Des résistants royalistes de Yougoslavie communiste furent alors qui les fit fusiller comme « collaborateurs ».

Jusqu'à sa mort à 47 ans, en exil, d'errance et de désillusion à travers le monde, et subsides financiers aux émigrés y compris avec la princesse Alexandra de Grèce au collège du Rosey en Suisse, Gorbachev, Etats-Unis, l'Académie militaire de l'Est aujourd'hui un homme d'affaires, premier mariage avec la princesse Marie (nièce de la comtesse de Paris) Alexandre et Philippe. Il est remarié de

Les récents bouleversements en Europe centrale et dans les Balkans ont mis le prince héritier de Yougoslavie sur le devant de la scène. Le Kosovo en flammes, la Slovénie en sécession, autant de déchirements nationalistes qui ravivent le rêve d'unité des rois Karageorges, fondateurs de la Yougoslavie moderne. Dans le cadre de la rédaction d'un ouvrage sur les rois en exil - à paraître chez Balland le 15 septembre prochain - Stéphane Bern a rencontré le prince Alexandre à Londres.

en décembre 1988. Le journaliste m'a téléphoné de Ljubjana, la capitale de Slovénie, et j'ai cru à une blague tout d'abord. Il avait lu une lettre que j'avais écrite aux journaux sur les problèmes économiques et les droits de l'homme dans mon pays. Il a saisi l'occasion pour m'interroger. Couverture couleur et quinze pages de textes. Cela a ouvert la voie aux autres journaux. Par son courage, il m'a donné la possibilité de

m'exprimer librement sur tous les sujets: droits de l'homme, démocratie, économie, nationalités, religions... D'autres journalistes sont venus me voir. J'ai même écrit des articles pour des revues slovènes ou croates. Récemment, j'ai été pour la première fois interviewé par la télévision yougoslave. L'émission a dû être programmée deux fois en raison de son succès. Grâce à cela j'ai pu faire pénétrer mes idées en Serbie où l'accueil a été très positif.

Je suis maintenant connu en Yougoslavie comme le nouvel homme d'Etat. La réaction populaire est favorable et celle des autorités reste discrète. On ne m'a pas critiqué, peut-être parce que je me suis montré respectueux du président de la Fédération, M. Marcovic, dont j'ai salué les bonnes intentions démocratiques. Mais l'objectif, c'est la concorde nationale, c'est que le peuple puisse décider librement de son avenir et du type de gouvernement, que la prospérité revienne dans tout le pays, y compris en Serbie qui reste à l'écart de tout progrès. Les Yougoslaves en ont assez du nationalisme négatif.

● **S.B.: Quel regard portez-vous sur l'Europe de l'Est qui bouge ?**

A.Y.: J'aimerais dire d'abord que ce qu'on appelle Europe de l'Est, c'est avant tout l'Europe. L'Europe centrale. Tous ces pays redécouvrent leur histoire. On rouvre les dossiers; c'est l'ère de la transparence. On relit correctement - et pour la première fois - le passé. Beaucoup le savaient déjà par les informations venues de l'Europe libre, mais maintenant ils découvrent tout cela dans leur propre langue. Cela donne un immense espoir. L'être humain veut toujours aller vers la liberté et les élections libres vont enfin offrir cette possibilité. Ma seule préoccupation est que les partis politiques ne sont pas vraiment reconstitués. Il y a le parti communiste qui change de nom; il devient par exemple Parti Social Démocrate en Slovénie. Ce n'est parfois qu'un changement d'image, avec certes une pensée plus ouverte, plus moderne, mais le parti a gardé l'infrastructure, les hommes... Les autres partis ne disposent d'aucun moyen. Il faut le temps de se préparer pour que le peuple comprenne à travers les journaux, la télévision, pour

quoi, pour qui, comment, on vote. Il n'y a pas eu de démocratie dans ces pays depuis cinquante ans.

Pour que les élections soient véritablement libres, il faudrait un arbitre. Un roi serait un parfait arbitre parce qu'il n'est pas lié à un parti politique.

Mais il y a aussi un danger, car il ne doit pas y avoir de parti politique monarchiste. Il faut que le roi soutienne l'existence de tous les partis sans en soutenir un seul. Mais ce qui est dangereux c'est quand un parti se réclame du roi, le soutient publiquement, comme aujourd'hui le parti paysan roumain. Ce sont de bonnes intentions, mais elles risquent d'aliéner le roi par rapport aux autres partis politiques. Le roi doit rester neutre. En Yougoslavie, il y a aussi plusieurs partis qui s'affichent ouvertement en ma faveur. Moi j'ai répondu que le roi ne peut pas être reconnu par un parti politique, le roi doit les défendre tous. Comme c'est le cas dans les six monarchies du marché commun.

● **Etes-vous interdit de séjour dans votre pays ?**

A.Y.: Un journal a posé la question, il y a quelques mois, à un juge de la Cour suprême et celui-ci a répondu qu'il n'y avait aucune objection à mon retour, que la loi d'exil n'existait pas... Ce qui est étonnant c'est que personne ne m'appelle M. Karageorges (chacun m'appelle le « Prince héritier » même les journaux et la télévision d'Etat) et, s'il se confirme que je peux rentrer dans mon pays, cela m'oblige à choisir un bon moment. Ce moment n'est pas arrivé car il y a un certain parti politique au pouvoir. Je veux voir d'abord des élections libres, un parlement pluraliste, alors je rentrerai.

● **S.B.: Comment conciliez-vous tradition et modernité ?**

A.Y.: Les deux vont bien ensemble, ils sont même indissociables. Dans une monarchie constitutionnelle démocratique, le Premier ministre représente le pouvoir politique voulu par les suffrages populaires et, en haut, il y a le roi issu d'une tradition historique, continue, mais qui doit rester en contact permanent avec tout le pays et le peuple. Lui et sa famille doivent aller à la rencontre des gens, s'informer des

problèmes. Le roi a la chance d'être disponible, il a l'opportunité magnifique de pouvoir retransmettre ces problèmes au gouvernement, de donner des recommandations diplomatiques au pouvoir politique. Il agit comme un père au-dessus des partis, avec un gouvernement responsable. C'est là mon idée d'une monarchie moderne qui fonctionne bien, comme en Espagne, en Scandinavie... Je suis certes l'héritier d'une lignée, d'une tradition... mais je suis aussi un homme de mon temps.

● **Et si la Yougoslavie n'optait pas pour la monarchie ?**

A.Y.: Même sans monarchie, ce qui importe, c'est la démocratie. Mais je suis sûr, étant donnés mes contacts, que je peut être utile d'une manière ou d'une autre pour mon pays. Ce qui compte pour moi, c'est de servir la Yougoslavie.

● **S.B.: Comment voyez-vous votre avenir en terre yougoslave, roi demain ?**

A.Y.: C'est difficile à dire, les choses changent tellement vite. Il y a deux ans, mes chances étaient nulles. Ce n'est pas mon genre d'évaluer mes chances en pronostic comme aux courses hippiques. On ne peut pas faire de prédiction. Mais ce dont je suis sûr c'est qu'il y aura toujours un rôle à jouer pour quelqu'un comme moi dans mon pays, car il y a un sentiment immense pour la dynastie qui a fait l'indépendance du pays. Rôle comme roi, comme ambassadeur de la cause yougoslave, nul ne peut le dire. Je pense que ce serait plus positif d'aller vers une solution monarchique à l'espagnole pour sortir du communisme. Nous avons eu des manifestations populaires, avec des chants autrefois interdits, des graffitis sont apparus sur les murs, il y a une relecture aussi de l'histoire de la monarchie. Même l'autobiographie de mon père va être publiée en serbo-croate et on m'a demandé d'écrire la préface. Il y a un intérêt immense pour tout ce qui touche à ma famille, et on commence à rendre hommage à mon père lorsqu'il a pris le pouvoir le 27 mai 1941 après que le régent ait signé le pacte avec Hitler. Peut-être la monarchie sera-t-elle restaurée, on verra, mais la vie continue...



● Yougoslavie

Yougoslavie avait cinq mois lorsque, le 29 novembre 1945. Son père, le roi de onze ans au roi Alexandre Ier renversé le 25 mars 1941 la régence venait de signer le « pacte d'Acier » fut immédiate; Belgrade fut bombardée quelques jours plus tard.

Les chefs d'Etat partis en exil, que le roi pendant nazi. Les partisans loyalistes du subirent de lourdes pertes sous le tir de la dictature d'Ante Pavelitch en menés par les partisans communistes livrés à Belgrade par les services secrets éléments pro-communistes sortis tout - Churchill va bientôt abandonner le roi Pierre pour qu'il signe un accord et poignardez-le ensuite dans le dos » l'avait vite compris, Churchill avait sur Belgrade avec l'aide des armées qui parvenaient à s'enfuir de la rôtés par les Anglais et livrés à Tito tites des Allemands »...

En 1970, le roi Pierre mena une vie s le monde, apportant soutien moral yougoslaves. De son mariage en 1944 ce, il a eu un fils Alexandre. Etudes rdonstoun en Ecosse, un collègue aux Sandhurst dans le Surrey, Alexandre es avisé installé à Londres. De son Maria de Gloria d'Orléans et Bragança exandre a eu trois fils, Pierre, Ale- puis 1985 à Katherine Calra Batis.

Mythographie

Dialogue avec Léon Poliakov

Un livre d'entretien révèle au plus grand nombre les facettes diverses d'un historien engagé dont les recherches ont mis du temps à emporter l'adhésion de la communauté scientifique.

Le nom de Léon Poliakov évoque immédiatement cette *Histoire de l'antisémitisme* publiée de 1955 à 1977, qui est et demeurera un ouvrage capital pour connaître les discours et les pratiques d'une persécution qui marque toute l'histoire de l'occident. Au moment où le national-populisme et l'intégrisme catholique reprennent les thèmes de l'anti-judaïsme chrétien et de l'antisémitisme moderne, il est urgent de relire cette Histoire ou, si l'on est impressionné par l'ampleur de la recherche, de commencer par la présentation que Léon Poliakov en donne au fil de son dialogue avec Georges Elia Sarfati (1).

A lire *L'Envers du destin*, beaucoup découvriront que l'historien de l'antisémitisme, loin de se limiter à la recherche en ce domaine, l'a étendue à l'imaginaire des peuples, à leurs mythes et à certaines de leurs religions - séculières ou non. Du « Mythe aryen » à « La Causalité diabolique », des « Totalitarismes du XX^{ème} siècle » à « Moscou, troisième Rome » c'est une histoire singulière de l'occident qui apparaît et nombre d'idées reçues qui se dissipent quant à la pensée des Lumières, dont l'anthropologie fut paradoxalement universaliste et ethnocentrique, théoriquement égalitaire mais « scientifiquement » inégalitaire et racialisante.

Dans ce savant travail

d'exploration, Léon Poliakov, qui se définit lui-même comme un aventurier, fut et demeure un marginal, toujours décalé mais toujours en avance sur la recherche de son temps. Si l'*Histoire de l'Antisémitisme* est aujourd'hui un classique, son auteur rappelle qu'elle se heurta aux vives réticences de Fernand Braudel, et ses ouvrages ultérieurs n'ont pas encore eu tout le retentissement qu'ils méritent. Léon Poliakov ne s'en indigne ni ne s'en attriste: il est déjà dans une autre aventure, celle des Vieux Croyants, bientôt peut-être celle des Samaritains, sans jamais perdre le fil qui relie l'ensemble de son œuvre, travaillant avec de jeunes chercheurs, et soucieux des dangers qui demeurent ou réapparaissent sous la forme de l'antisionisme hystérique et du révisionnisme faurissonnien.

Quant à ceux qui n'ont pas lu ses mémoires (*L'Auberge des musiciens*, Mazarine, 1981), ils feront la connaissance d'un homme modeste et d'un savant circonspect - discrètement exemplaire dans ses fidélités, ses engagements et ses travaux. Ne manque à ces entretiens que la voix de Léon Poliakov, douce et chantante - mémoire de la langue russe qui fut celle de son enfance.

B. LA RICHARDAIS

(1) Léon Poliakov - « *L'Envers du destin* » - Ed. de Fallois - 298 p. - Prix franco 135 F.

**Vous voulez acheter un livre ?
Pensez à notre service librairie !**

Mode

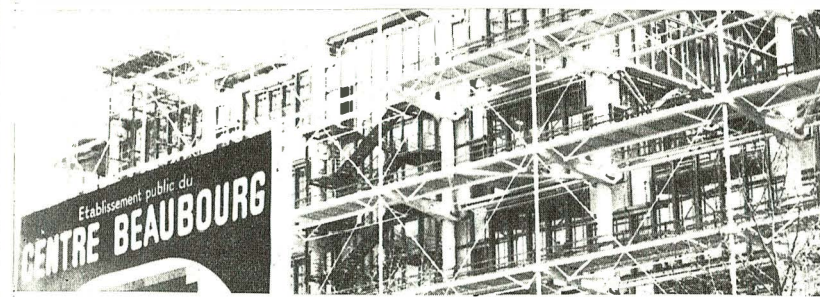
Modernité - monde

A l'impératif « Il faut être moderne », nous en opposons un autre : « Il faut être lucide ». Et dans cette recherche de la compréhension critique de notre monde, la lecture de l'essai de Jean Chesnaux est précieuse.

La modernité est devenue une référence quasi-obsessionnelle des hommes de ce temps, des dirigeants politiques aux commerciaux de base. « Être moderne » se donne comme un sésame qui ouvrirait toutes les portes (de la réussite, bien sûr), en évitant les questions trop embarrassantes. Il n'y a pas de Sphinx devant la caverne d'Ali Baba.

général des individus dans la société, le lissage des conflits, la consommation massive de tranquillisants (le soma), sinon l'eugénisme normatif, ils nous paraissent bien banals (...).

Une des premières singularités de la modernité réside dans l'ubiquité espace-temps qu'elle instaure, une ubiquité illustrée, dans sa forme « douce », par les techniques et moyens de communication, et dans sa



C'est ce moment planétaire que Jean Chesnaux interroge dans son dernier essai, « *Modernité-Monde* », une interrogation qui passe par l'examen des lieux de modernité, de Hongkong à Mexico, de Beaubourg à la forêt amazonienne en feu. L'essayiste y retrouve Orwell, Swift, Huxley et bien d'autres. « 1984 est bien davantage qu'un pamphlet antistalinien, (...) l'idéologie de l'Angsoc (socialisme anglais) n'est-elle pas fondée sur la même oblitération du sens de la durée, sur la même a-historicité que notre Plamod (modernité planétaire) ? L'île de Laputa, que visite Gulliver lors de son troisième voyage, préfigure étrangement les rigidités scientifiques et techniques de notre « New Laputa ». Quant aux traits qui choquèrent si fortement les premiers lecteurs du « *Meilleur des mondes* » il y a plus d'un demi-siècle, le pilotage

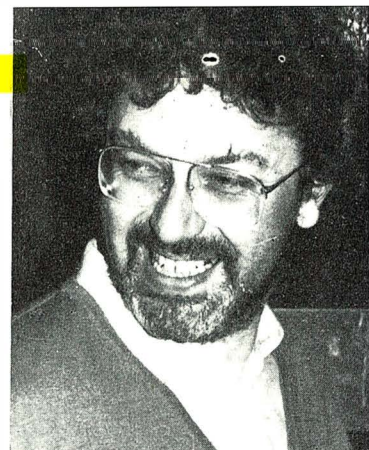
forme paroxystique, par la guerre nucléaire et l'anéantissement total et immédiat qu'elle entraînerait. La modernité développe aussi une « logique circulaire d'interconnexion généralisée », qui universalise l'interdépendance entre les divers secteurs de l'activité humaine. Dans ce monde de l'immédiateté et de l'effervescence perpétuelle, ce sont les groupes transnationaux, animés par la seule logique du profit et de la croissance, qui règnent en maîtres. Jean Chesnaux en appelle à une prise de conscience des hommes, pour qu'ils se libèrent des carcans (invisibles, mais non moins contraignants) qui les enserrant et reprennent enfin leur destin en main, en pleine lucidité.

Patrick PIERRAN

Jean Chesnaux, *Modernité-Monde*, éd. La Découverte. 234 p., prix franco 110 F.

Le mystère Gorbatchev

■ Gérard Leclerc



Il existe de toute évidence un mystère Gorbatchev. Qui est cet homme ? Que veut-il ? Quels sont ses ressorts secrets ? Qu'on le veuille ou pas, l'équation personnelle de celui qui préside aux actuels bouleversements en URSS et à l'Est constitue une donnée clef pour l'avenir immédiat. Bien des spéculations avancées hier encore tombent au rythme des événements qui prennent de court les gens à qui on ne la fait pas, et pour qui un communiste restera toujours un bolchevik. On peut m'expliquer que tout ce qui s'est passé n'est que poudre au yeux pour mieux nous tromper et même nous écraser après-demain. J'aimerais qu'on m'explique ce qui restera du communisme quand tous les éléments essentiels du système d'organisation léniniste auront éclaté. Cela ne veut pas dire que la réalité future sera idyllique et que d'anciens et de nouveaux problèmes ne ressurgiront pas pour déstabiliser notre vieille Europe. Le fait est qu'un certain Mikhaïl Sergeïevitch Gorbatchev « conduit », autant qu'il le peut, la plus extraordinaire mutation de la seconde partie de ce siècle. Qui ne voudrait savoir exactement ce qui se passe dans sa tête ?

Bien présomptueux qui répondra directement à cette question, d'autant qu'un des traits essentiels du personnage est le secret, qui lui permet de surprendre son monde et de désarçonner l'adversaire. En l'espèce la nomenklatura qui se nourrit d'un système désastreux pour le malheur d'un peuple. Dans ce « secret » j'ai aussi la faiblesse d'entrevoir un espace intérieur qui constitue une différence radicale avec les momies articulées qui montaient la garde sur les remparts du Kremlin. Qu'un tel homme ait pu avoir une entrevue en tête-à-tête avec Jean-Paul II, au cours duquel le pape slave lui parla du rôle de la prière dans la vie quotidienne, ne saurait absolument surprendre. Cela n'en fait pas, *ipso facto* un modèle de dévotion. Du moins pouvons-nous entrevoir qu'il ne correspond pas exactement à l'homo soviétique selon Zinoviev.

Dans le numéro de mars d'« Actuel », une longue enquête de l'écrivain américain Gail Sheehy, nous permet incontestablement d'en savoir un peu plus. Sans doute, convient-il de garder une distance raisonnable par rapport à des témoins qui ne marchandent pas leur admiration au grand homme. Mais pour l'essentiel, j'éprouve un sentiment de plausibilité et même de vérité, avec l'impression très forte d'entrer à l'intérieur de l'univers où s'est épanoui le phénomène Gorbatchev. Tout d'abord l'enfance, où le petit Mikhaïl doit à l'appartenance politique des siens le bouillon de millet qui lui permet de vivre et qui manque à tous les enfants qui ne survivront pas à la famine consécutive à la dékoulakisation. « C'est de sa grand-mère qu'il se sentait le plus proche, une Russe orthodoxe et dévote qui s'arrangea pour que le gamin fût proprement baptisé. En violation des décrets sur l'athéisme, elle gardait des icônes chez elle et, à l'apogée de la terreur, comme les vieux paysans de sa génération, elle cacha derrière des images innocentes les statuettes dorées de ses saints ». Sa mère est aujourd'hui encore connue comme croyante, ce qui ne l'empêcha pas de participer à la vie politique : « toujours la première à brayer dans les meetings, têtue, énergique ». Il n'est pas indifférent de savoir que son grand-père a fait dix-huit mois de Goulag.

Peut-être trouvons-nous là un indice pour comprendre la carrière de l'enfant de Privolnoïe. Il sera toujours dans le système, en gardant son quant-à-soi. Il y développera une ambition bientôt dévorante avec une habileté consommée, en marquant une originalité qu'il faudra définir. On le voit capable d'actes de courage face aux gens de l'appareil, sans pour autant se compromettre. C'est une forte-tête qui a appris à se contrôler. Seule son énergie

explique que ce fils de conducteur de tracteur kolkhozien ait pu se hisser jusqu'à l'université de Moscou. Il se distinguera par son acharnement aux études, mais aussi par sa sobriété. Jamais Gorbatchev ne sera gagné par l'alcoolisme qui est la plaie de l'Union soviétique, y compris et surtout dans les hautes sphères du pouvoir.

La rencontre avec Raïssa Maximovna Titorenko est évidemment l'événement décisif de sa vie. La montée vers le sommet sera l'affaire d'un attelage indissociable. Elle lui apprend tout ce qu'il ignorait, c'est-à-dire la grande culture. Dans cette ville perdue de Sibérie où les jeunes mariés commencent leur carrière, dans les conditions les plus éprouvantes, le couple est un objet d'étonnement : « Une association entre égaux. Raïssa étant même le professeur de son époux au propre et au figuré... Elle ne lui faisait pas de cadeaux ». Remarque d'un proche : « Ils ont le même caractère ».

Pendant toutes ces années de formation et d'initiation, l'histoire court : mort de Staline, révélation des crimes de l'idole. Gorbatchev enregistre tout avec son « oeil intérieur ». Le droit qu'il a appris ne correspond donc à rien. Il sera le premier dirigeant soviétique à s'en soucier : « pas plus Krouchtchev que Brejnev ne s'était posé la question du droit. Pour eux, la loi, c'était eux ». Il gardera aussi en mémoire les millions de victimes du Goulag et ces cinq pour cent de la population soviétique maintenus dans les camps par la suite : « Une mémoire qu'il verrouillera comme un coffre pendant les vingt-cinq années qui suivirent, un quart de siècle passé à tailler sa route au milieu des traquenards d'une aristocratie parasitaire dont les privilèges dépendaient d'un seul homme : le chef local du Parti ».

Mais cette route, il la taille sûrement, servi par son flair infailible, mais aussi une chance prodigieuse. Pendant dix-huit ans, il colle à Koulanov, premier secrétaire de Stavropol, la ville de Sibérie, où il aurait pu se faire oublier à jamais. Résultat, c'est lui qui prend la suite et pendant dix ans fait ses preuves, au point de gagner la sympathie de la population. L'échelon supérieur, il le doit à une audience arrachée à Brejnev : « Puisque vous êtes si malin, vous devriez devenir membre du Bureau Politique ».

La suite du récit de Gail Sheehy est d'une extrême importance, car elle permet de comprendre tout le chemin parcouru de la mort de Brejnev à nos jours. On ne condense pas facilement le tableau, à certains égards pathétique, de ces hauts dirigeants constitués en une mafia sénile et corrompue. Parmi eux, un personnage émerge par sa lucidité et sa volonté de sortir le pays de la catastrophe : Youri Andropov, chef du KGB, qui sait donc tout du pays et de la clique brejnévienne qu'il veut abattre. C'est à Gorbatchev qu'il confiera la mission de continuer le travail à peine amorcé : « Mon Dieu, s'écria-t-il, la première fois qu'il eut le droit de consulter les vrais chiffres, qu'ont-ils fabriqué là ! » Et d'affirmer : « C'est un désastre. Nous avons complètement déraillé. Il faut remettre tout le pays sur les rails... Allez ! Nous n'avons pas le choix : debout ! »

La tâche est considérable. Nul ne peut dire encore si l'intéressé en viendra à bout : Mikhaïl Gorbatchev pourra-t-il un jour prochain, faire le procès général du léninisme, en donnant ainsi le coup de grâce à un appareil qui ne tient que par le néant qu'il a fabriqué hors de lui ? Ce serait la suite logique de son parcours en tous points exceptionnel, ne serait-ce que parce que créature du système, il a su, contrairement aux autres, ne pas se faire dévorer... avec l'aide de Raïssa.

Gérard LECLERC

Le serpent de mer

Vingt ans d'histoire de France vue par un esthète pessimiste et désabusé. « *Ces 20 ans sont commodément bornés par 2 vessies qu'on veut nous faire prendre pour des lanternes. La petite révolution de 68 et le souvenir de la grande en 89* ». Les limites sont fixées, le ton est donné.

Ces « Lectures au Serpent de mer » reprennent une quarantaine de chroniques publiées entre 79 et 83 dans la lettre mensuelle de Michel Jobert, augmentées d'une longue introduction et de trois ou quatre textes de circonstance. On se doute que les lecteurs de la lettre font davantage dans la distinction que dans la révolution ou la contre-révolution. Philippe Barthelet police donc l'expression et reste sur son quant-à-soi s'agissant de ses convictions politiques profondes. C'est à travers les hommes qu'il règle son compte à la société française en décomposition. Il est symptomatique que dans l'« index nominum » - jusqu'où va se nicher le maniérisme de l'auteur ! -, ce soit Pécuchet-Giscard qui soit le plus souvent cité, immédiatement suivi par Bouvard-Mitterrand. Le libéralisme avancé - comme un fromage - de l'un et le socialisme de circonstance de l'autre mis dans le même sac des causes de la décadence du pays. Un style remarquable bien que parfois un peu désuet et non dépourvu de tics mis au service d'une splendide volée de bois vert. Je l'avoue, malgré un manque total de joie - pas une seule ligne d'espérance en 200 pages -, j'ai aimé sans pleinement adhérer. Le charme de la forme sans doute ?

MINITEL :

36.15 AGIR* NAR

Dans ce que j'appellerai la seconde face du livre, Barthelet lâche la bride au stylo; il est dans ces textes, tel qu'en lui-même enfin. L'emploi de l'imparfait du subjonctif classe son homme avec autant de précision que les cheveux courts. L'auteur est de droite, ce qui n'a rien d'infamant; il est royaliste et rappelle avec raison que Monarchie est le second nom de la France. Ce qui l'empêche d'être stupidement extrémiste malgré son anti-démocratisme. Un royalisme esthétique en somme pour un aristocrate de la langue française et au nom duquel, sans doute, il ne peut s'empêcher au passage d'égratigner la NAR sans la nommer. C'est si facile lorsqu'on abandonne aux autres les soins du combat politique.

La dernière page lue de ce livre beau et irritant, j'imaginai le plaisir de rencontrer son auteur, un jour de fête sur les marches de la cathédrale de Reims pendant que... Une certitude, il serait heureux avec nous, mais pour lui la déception viendrait le lendemain. Malgré les lys à nouveau fleuris, la politique reprendrait son cours. Tout est trop tard pour Barthelet.

Autre certitude. En conclusion à la préface qu'il donne, Michel Jobert écrit, « *L'auteur a 30 ans. De mon automne j'aperçois quelques espérances* ». Je suis prêt à parier que Philippe Barthelet tient un journal. Dans combien d'années aurons-nous le plaisir de le lire ?

Michel FONTAURELLE

Philippe Barthelet, *Lectures au Serpent de Mer*, éditions GUIVRE, prix franco: 160 F.

Poètes disparus

« Le cercle des poètes disparus » est le film qui fait le plus parler dans les lycées. Les idées simples qu'il véhicule sont la raison de ce succès mais elles doivent pourtant susciter notre réaction négative.



C'est entendu le film est beau, émouvant souvent, parfois poignant, traversé de sens jusqu'à la saturation finale puisque l'émotion passe entre Keating (le professeur de littérature) qui enseigne les élèves qui s'éveillent et la salle qui pleure. C'est entendu, le public aime ça, qui lui fait un triomphe, et les lycéens qui en font l'événement dont bruissent toutes les cours de récréation. L'interprétation est magistrale c'est entendu.

Mais dans ce film, la philosophie de l'art est dangereuse et la pédagogie, niaise - le tout tristement américain. Ça fait croire que tout homme porte en soi un poète, qu'une belle vie est au fond une vie réussie, que pour réussir il suffit de se libérer (du Père, naturellement !) pour adhérer à soi-même dans une pure transparence et dans l'immanence de l'instant sous l'invocation au *carpe diem* (Horace ! ô désespoir ! ô morale ennemie !). A ce compte, Nerval, Baudelaire, Verlaine, Rimbaud n'eussent pas écrit grand chose !

Film dangereux et naïf car il fait croire que la poésie passe dans la vie quand la vie a tant de mal à passer dans la poésie, - confondant morale et esthétique; dangereux car il fait croire qu'il suffit de déchirer ses *Lagarde et Michard* pour se rapprocher de la poésie, mais ne disant jamais ce qu'est la poésie: que c'est du langage, que les mots résistent, qu'on n'est pas poète parce qu'on aime sa petite amie ou les couchers de soleil ni même les poèmes (on est alors sensible), mais parce qu'on est le créateur laborieux d'un objet (de langage) aussi énigmatique, aussi opaque que le moi d'où il vient et auquel il renvoie des ténèbres de marbre veinées de lumière nostalgique et toujours, hélas ! métaphorique. Keating, plutôt que de se nourrir du plat Whitman, aurait mieux fait de méditer sur Valéry...

Film niais. Car l'ambition d'un enseignant n'est pas de libérer ses élèves (de qui ? de quoi ? au nom de qui et de quoi ?). La tâche d'un grand professeur, c'est de libérer un texte: de significations en significations, de lectures en lectures, d'apprendre à produire du sens, d'ouvrir une profondeur qui n'est pas celle du lecteur (sinon en écho), mais celle du texte retenu honnêtement et avec amour comme métaphore du monde. Voilà son modeste héroïsme, rien de spectaculaire, rien de romantique. Un professeur n'est pas un cabot irresponsable, la France n'est pas l'Amérique et la poésie n'est pas dans la psychologie des comptes à régler avec des institutions au demeurant imbéciles.

Alain FLAMAND

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 21 Mars** - Une fois n'est pas coutume : nous recevons un auteur «maison» en la personne de **Bertrand RENOUVIN** qui vient de publier un roman historique «**Les enfants de Kropotkine**». Au début du siècle, à Paris, l'histoire d'un petit noyau d'anarchistes qui rêve de refaire le monde et se prépare au «Grand Soir». Une évocation superbe des luttes ouvrières de l'époque, une étude psychologique et humaine d'un groupe militant clos et de son immanquable dérive.

A l'issue de la conférence Bertrand Renouvin dédicacera son livre.

Bertrand Renouvin

Les enfants
de
Kropotkine

roman



RAMSAY
de Contant

● **Mercredi 28 Mars** - Depuis près de quarante ans, **Paul BALTA**, journaliste au «Monde» sillonne en tous sens l'Afrique du Nord de la Libye à la Mauritanie et l'intérêt qu'il éprouve pour ces pays n'est pas exempt de passion. Dans son dernier livre «**Le grand Maghreb : des indépendances à l'an 2000**» il dégage les constantes de l'Histoire, raconte les évolutions récentes, la vie quotidienne d'aujourd'hui et les enjeux de demain. Il nous montre combien les destins du Sud et du Nord de la Méditerranée sont interdépendants.

● **Mercredi 4 Avril** - La linguistique n'est certes pas une discipline familière au grand public et pourtant, ces dernières années, deux ouvrages qui lui étaient consacrés ont connu de gros tirages. Le mérite en revient à **Claude HAGEGE**, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes qui a su faire une synthèse accessible et passionnante de l'état actuel de la linguistique tout en s'interrogeant sur la place qui revient aujourd'hui au langage dans la définition de l'Homme.

● **Mercredi 11 Avril et mercredi 18 Avril** - Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

Un nouveau livre de Bertrand Renouvin

Au début du siècle, à Paris, l'histoire d'un petit noyau d'anarchistes qui rêve de refaire le monde et se prépare au «Grand Soir». Une évocation superbe des luttes ouvrières de l'époque, une étude psychologique et humaine d'un groupe militant clos et de son immanquable dérive.

➔ **Prix spécial N.A.R. : 100 F franco.**

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nom / Prénom :

Adresse :

☐ commande ex. du livre «Les enfants de Kropotkine»
et verse pour cela la somme de F (à l'ordre de Royaliste).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Merci à nos amis qui, connaissant nos difficultés financières permanentes, ont le souci de nous aider à les surmonter en nous envoyant régulièrement leur contribution volontaire. Grâce à eux et à leur générosité, la N.A.R. «tient» et progresse.

Tous les dons, même les plus modestes, sont les bienvenus. N'oubliez pas de préciser «pour la souscription» lors de l'envoi de votre don.

Liste des souscripteurs

Anonyme Aveyron : 30 F - Mme Auboyneau : 150 F - Paul Balta : 200 F - Prof. Jean Barraud : 25 F - Jacques Beaume : 1500 F - Michel Becaude : 50 F - Georges Bleuse : 50 F - F.B.-D. : 150 F - Pour la NAR à Lyon : 120 F - Philippe Clavel : 60 F - J.C. Dumont : 35 F - Philippe Fermon : 200 F - Georges Gouby : 100 F - Anonyme Rhône : 60 F - Patrick Hoffman : 50 F - Bernard Kammerlocher : 50 F - Mme France Lasnier : 60 F - Maurice Massin : 50 F - Georges Mazella : 150 F - Pierre Meyers : 100 F - Maurice Mintz : 500 F - Christian Mory : 250 F - Serge Mouna Nyame : 25 F - Hugues Noël : 47 F - Anonyme en Hte Saône : 50 F - Yolande de Prunel : 500 F - Alain et Hafsa Rannou : 25 F - Roger de Roquancourt : 80 F - Hélène Rutschmann : 100 F - R.V. (11) : 80 F - Simon Willotte : 200 F

Total de cette liste : 5047 F

Hugues TROUSSET

LES BOURBONS-ORLEANS
OU

**LA SEULE
LEGITIMITE
DYNASTIQUE**



A.A.M.F.

**Une brochure
indispensable
à diffuser très
largement**

L'Association des Amis de la Maison de France vient d'éditer une petite brochure sur la question de la légitimité dynastique. L'auteur en est Hugues Troussset à qui nous devons déjà un livre fondamental sur cette question.

Cette brochure reprend et réfute les principaux arguments avancés habituellement par les « blancs d'Espagne ».

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs d'en acheter plusieurs exemplaires pour la faire circuler autour d'eux.

Tarif franco : 1 ex. : 30 F - 5 ex. : 110 F - 10 ex. : 200 F. Les commandes sont à adresser au journal accompagnées de leur règlement.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La France devant l'Histoire



Sous le titre «L'histoire s'emballé, la France attend», Jean-Marie Colombani a publié dans «Le Monde» du 28 février, un article qui pourrait, dans les mois qui viennent, servir de thème de méditation à l'ensemble des milieux dirigeants.

L'analyse de notre confrère est à ce point familière aux lecteurs de «Royaume» que je peux la résumer en quelques lignes, pour donner toute sa place à la critique et à quelques prolongements. Dans l'Europe en révolution, écrit Colombani, la France demeure «désespérément frileuse, contemplative et narcissique»: nullité du débat politique, flou du projet gouvernemental malgré la bonne volonté qui inspire l'ouverture des «chantiers» de Michel Rocard, aggravation des inégalités sociales et désespérance muette qui peuvent provoquer de graves conflits voire une explosion générale, crise d'identité qui favorise le développement du Front national - «porteur de la seule idéologie qui avance».

RESERVES

En accord avec ce sombre bilan, je veux cependant souligner une ambiguïté et une injustice qui risquent de fausser la perspective. L'ambiguïté tient au titre de l'article, et se renforce à la lecture de son contenu: dire que «la France attend» laisse supposer une atonie générale alors que notre pays est particulièrement présent et actif sur la scène internationale. Il suffit d'évoquer les voyages du président de la République en Europe du centre et de l'Est à l'automne 1988, sa présidence dynamique de la Communauté européenne et les résultats positifs du sommet qui l'a conclue, les multiples initiatives diplomatiques qui visent à l'établissement d'un nouvel équilibre européen, le souci constant du Tiers monde dont témoigne notamment le récent voyage présidentiel au Pakistan et au Bangladesh pour constater que la France a une politique extérieure cohérente et déterminée, qui importe autant pour son propre destin que pour celui des nations avec lesquelles elle coopère.

Si le reproche d'attentisme doit être rejeté, quant à l'action du chef de l'Etat et des ministres directement concernés, il peut être à bon droit adressé à trop

de responsables politiques et économiques. Les premiers sont obsédés par leurs guerres pichrocholines, les seconds, qui bavardent à n'en plus finir sur les vertus de l'entrepreneur dynamique, hésitent depuis des mois à prendre des risques industriels et commerciaux, tout en spéculant à tout va sur les marchés financiers. Qu'il s'agisse de la présence de la France à l'extérieur, ou de son propre développement, nous paierons cher cette absence de relais à l'action du pouvoir politique si rien ne change dans les mois qui viennent. Mais ne confondons pas la France, dans le projet que son Président accomplit, et ceux qui prétendent représenter son élite.

RENAISSANCE

Venons-en à l'injustice commise par Jean-Marie Colombani. Elle touche les intellectuels de nos pays qui, selon lui, «ne sont pas dans une phase exagérément imaginative» et qui «semblent se contenter d'une activité de commis voyageur des valeurs de 1789». C'est tenir pour négligeable l'ampleur et la diversité de notre recherche historique - qu'il s'agisse de la Révolution, de la monarchie ou de la période contemporaine - et qui est d'une importance capitale pour la réflexion sur notre identité. C'est méconnaître la renaissance de la philosophie et de l'histoire du droit, à laquelle nous devons le retour au souci de l'Etat de droit et aux exigences qui s'y rattachent. C'est oublier nos philosophes et nos théologiens - qui ne cessent d'inspirer le débat sur l'éthique. C'est paraître ignorer d'excellents anthropologues et sociologues, qui pourtant écrivent dans Le Monde. Et si la pensée économique reste à la traîne, elle devrait bientôt bénéficier du travail critique opéré sur ses fondements, qui permettra qu'elle se renouvelle.

Dans cette période authentiquement créatrice, le développement du dialogue entre les intellectuels européens désormais libérés de la vieille dogmatique marxiste devrait provoquer un mouvement analogue, par son ampleur, à celui du siècle des Lumières. C'est dire que les conditions d'un nouveau projet sont aujourd'hui réunies, pour notre pays et pour l'Europe qui se

cherche. Encore faudrait-il, pour qu'il ait chance de se concrétiser, que se comble le fossé qui s'est creusé entre les intellectuels et la classe politique, toutes tendances confondues. Encore faudrait-il que l'Etat, tel qu'il s'exprime et se comporte à travers certains fonctionnaires et certains politiques, cesse de mépriser les intellectuels, de tenir pour négligeables les résultats de leurs recherches, et de les décourager.

Celui qui saura relier la réflexion fondamentale et les aspirations des Français, mettre en forme les projets latents, montrer que les révolutions de l'Europe peuvent être, ici même, une aventure collective, faire prévaloir les exigences de justice et de liberté sur les prudenances gestionnaires sera en mesure de remettre l'histoire de France en mouvement. Tâche de médiation et d'impulsion, que nos institutions permettent, que la confiance des Français envers leur Président autorise, et que la situation économique favorise comme le dit très justement Jean-Marie Colombani. Il est vrai que le président de la République, inquiet de l'aggravation des inégalités, a choisi d'attendre encore avant d'agir de façon décisive sur le plan intérieur sans doute parce qu'il estime dangereux «de parler et d'agir sans avoir prise sur l'événement».

L'événement ne peut plus être un accord ou un désaccord de congrès, une combinaison à visée électorale ou une humeur de telle ou telle fraction d'une classe politique exténuée, mais une émotion populaire, une protestation exemplaire, une révolte qui ferait enfin ressentir la nécessité d'un changement profond. Il peut aussi y avoir un événement provoqué - une révolution «par le haut» comme dans certains pays de l'Est qui répondrait à l'aspiration collective, qui associerait les forces neuves que le Président évoque discrètement de temps à autre et qui permettrait le rassemblement de citoyens aujourd'hui déconcertés. Peut-être sommes-nous, presque tous, moins attentistes qu'attentifs à l'histoire qui se fait, guettant impatiemment le signe ou le moment qui nous permettra d'y participer...

Bertrand RENOUVIN